

**Audience publique du 21 mai 2012**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière d'impôt sur le revenu

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 28536 du rôle et déposée le 26 avril 2011 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à ..., par lequel il a entendu introduire un recours contre la décision du directeur de l'administration des Contributions directes « Anfechtungsentscheid » du 25 janvier 2011, répertoriée sous le numéro C16351 du rôle, déclarant non fondée une réclamation introduite contre la fixation des avances de l'impôt sur le revenu de l'année d'imposition 2010 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 26 août 2011 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, Monsieur ... entendu en ses explications et Madame le délégué du gouvernement Betty Sandt entendue en sa plaidoirie.

---

Par courrier du 30 novembre 2010, Monsieur ... introduisit, notamment, une demande auprès de l'administration des Contributions directes tendant à contester la fixation des avances de l'impôt sur le revenu de l'année d'imposition 2010.

Cette demande fut rejetée par une décision du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », du 25 janvier 2011, répertoriée sous le numéro C16351 du rôle, libellée comme suit :

*« Nach Einsicht der am 1. Dezember 2010 eingegangenen Rechtsmittelschrift, mit welcher Herr ..., wohnhaft in ..., den Einkommensteuerbescheid des Jahres 2006 und die Festsetzung der Vorauszahlungen zur Einkommensteuer des Jahres 2010, alle ergangen und zugestellt am 13. Oktober 2010, anfight;*

*Nach Einsicht der Steuerakte;*

*Nach Einsicht der §§ 228 und 301 der Abgabenordnung (AO);*

*In Erwägung, dass das Rechtsmittel form- und fristgerecht eingelegt wurde;*

*In Erwägung, dass zwar im Streitfall die Einreichung eines Schriftsatzes, um mehrere Bescheide anzufechten, weder gegen das Steuergeheimnis noch gegen Zuständigkeitsregeln und Verfahrensvorschriften verstößt;*

*Dass allerdings jede Verfügung dennoch einzeln geprüft werden muss und es der Rechtsbehörde vorbehalten ist, zusammenhängende Verfahren gegebenenfalls zu verbinden (Conseil d'État 06.02.1996, N° 8925);*

*Dass infolgedessen vorliegender Anfechtungsentscheid zu der Festsetzung der Vorauszahlungen zur Einkommensteuer des Jahres 2010 ergeht, während gegen die Anfechtung des Einkommensteuerbescheids 2006 getrennt unter der Nummer C 16350 entschieden wird;*

*In Erwägung, dass sich der Rechtsmittelführer beschwert fühlt, weil die festgesetzte Steuer zu hoch sei und vor diesem Hintergrund „gleichzeitig die Aussetzung der Vollziehung des fraglichen Bescheides nebst der Abrechnung und Festsetzung einer Steuervorauszahlung“ beantragt;*

*In Erwägung, dass gemäß § 243 AO die Rechtsmittelbehörden die Sache von Amts wegen zu ermitteln haben und nicht an die Anträge des Rechtsmittelführers gebunden sind;*

*In Erwägung, dass eine Anfechtung der Festsetzung der Vorauszahlungen zur Einkommensteuer zulässig ist (cf Staatsrat vom 16. Juli 1947, N° 4278);*

*In Erwägung dass laut Artikel 135, Absatz 1 des Einkommensteuergesetzes (L.I.R.) der Steuerpflichtige vierteljährliche Vorauszahlungen auf die durch Veranlagung festzusetzende Steuer zu entrichten hat; dass jede Vorauszahlung grundsätzlich ein Viertel der Steuer, die sich nach Anrechnung der Steuerabzugsbeiträge bei der letzten Veranlagung ergeben hat, beträgt (135, Absatz 2 L.I.R.);*

*In Erwägung, dass das Steueramt die strittigen Vorauszahlungen auf Grund der Besteuerung für das Jahr 2006 festgesetzt hat, da diese als letzte vorgenommen wurde; dass diese Entscheidung nicht zu beanstanden ist, da der Reklamant keine neuen Tatsachen belegt hat, mit denen sich ein anderer Betrag der Vorauszahlungen rechtfertigen würde; dass insbesondere der Antrag auf eine (vollständige) Aussetzung der Vorauszahlungen nicht begründet wurde;*

*In Erwägung, dass die in dem für das Jahr 2006 festgesetzte Steuer durch Streitsachenentscheid des Steuerdirektors C 16350 vom 24 Januar 2011 bestätigt wurde;*

*AUS DIESEN GRÜNDEN*

*ENTSCHEIDET*

*die Anfechtung ist zulässig,*

*sie ist als unbegründet zurückzuweisen.»*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 26 avril 2011, Monsieur ... a introduit un recours à l'encontre de la décision directoriale précitée du 25 janvier 2011.

Le délégué du gouvernement soulève un moyen d'irrecevabilité du recours tenant à la circonstance que la requête introductive d'instance ne préciserait ni l'objet du recours (de sorte que la requête serait à qualifier d' *obscuri libelli*), ni la nature du recours et ne contiendrait, par ailleurs, ni de moyens en droit sous-tendant le recours du demandeur ni de relevé de pièces, le tout, en violation de l'article 1<sup>er</sup> alinéa 2 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après désignée par « la loi du 21 juin 1999 ».

Le demandeur n'a pas pris spécifiquement position par rapport à ce moyen ni dans le cadre de ses écrits ni au cours de l'audience des plaidoiries.

Il échet de rappeler qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> alinéa 2 de la loi du 21 juin 1999, que la requête introductive d'instance comprend, notamment, l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués, l'objet de la demande, et le relevé des pièces dont le requérant entend se servir.

Il y a lieu d'emblée de constater que le demandeur n'ayant versé aucune pièce à l'appui de son recours, il ne saurait lui être reproché d'avoir omis de joindre à la requête un relevé de pièces.

Il y a ensuite lieu d'examiner le moyen d'irrecevabilité du délégué du gouvernement tiré du défaut d'indication de l'objet du recours de sorte que la requête serait à qualifier d' *obscuri libelli* dès lors que l'objet de cette dernière ne ressortirait pas à suffisance du libellé.

Force est au tribunal de constater que si la décision du directeur du 25 janvier 2011, répertoriée sous le numéro C16351 du rôle est jointe à la requête introductive d'instance de sorte qu'il convient *prima facie* de considérer que le demandeur a entendu diriger son recours contre ladite décision et que la requête introductive d'instance indique que son objet est un « *Rekurs gegen den Anfechtungsentscheid der Steuerdirektion, (...) / No du rôle C 16351* », à savoir, une réclamation contre la fixation des avances de l'impôt

sur le revenu de l'année 2011, il n'en reste pas moins qu'il ressort du corps de la requête que le demandeur paraît avoir entendu introduire conjointement à l'introduction d'un recours contre ladite décision, un recours à l'encontre d'autres décisions, à savoir une demande tendant à voir ordonner un sursis à exécution concernant le bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition 2006, une demande tendant à contester une décision fixant des avances d'impôt pour l'année d'imposition 2011, ainsi qu'une demande à l'encontre d'un courrier de l'administration du 2 décembre 2010, recours qualifié de « *Anfechtung des Ablehnungsbescheids vom 2.12.2010* ».

Premièrement, concernant la demande tendant au sursis à l'exécution de l'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition 2006 (« *Antrag auf Stundung bis zur endgültigen Klärung des strittigen Steuer beträge für 2006* »), il échet de constater, d'une part, que cette demande est différente de la décision jointe à la requête introductive d'instance, et, d'autre part, ne ressortit pas de la compétence du tribunal administratif dès lors, comme le relève à juste titre le délégué du gouvernement, une telle demande est à adresser au bureau d'imposition compétent conformément au paragraphe 251 AO lequel dispose que « *Durch Einlegung eines Rechtsmittels wird die Wirksamkeit des angefochtenen Bescheids nicht gehemmt, insbesondere die Erhebung seiner Steuer nicht aufgehalten, Die Behörde, die den Bescheid erlassen hat, kann die Vollziehung aussetzen, geeignetenfalls gegen Sicherheitsleistung* » de sorte que seul un recours hiérarchique aurait pu être introduit à l'encontre d'une décision prise en matière de sursis à exécution.

Deuxièmement, le demandeur entreprend encore dans le corps de la requête une décision fixant des avances d'impôt pour l'année d'imposition 2011 (« *Antrag auf Stundung bis zur endgültigen Klärung der strittigen Steuerbeträge für 2006 und festgesetzten Steuervorauszahlungen für 2011* ») sans que pour autant ladite décision ne soit soumise à l'examen du tribunal voire jointe à la requête introductive d'instance.

Troisièmement, il ressort encore du corps de la requête introductive d'instance qu'en sus des trois décisions sus-visées, le demandeur entend également entreprendre un courrier de l'administration du 2 décembre 2010 dans le cadre d'un recours qu'il qualifie de « *Anfechtung des Ablehnungsbescheids vom 2.12.2010* », par ailleurs, ni versé au dossier soumis à l'examen du tribunal ni joint à la requête introductive d'instance, dont le délégué du gouvernement conteste, par ailleurs, le caractère décisionnel s'agissant d'un « *courrier du secrétaire de la division du contentieux de la direction de l'administration fiscale du 2 décembre 2011 [qui] ne constitue pas une décision administrative susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux [au vu de ce qu'] il contient notamment l'information que des demandes de sursis à exécution sont à introduire devant le bureau d'imposition compétent* ».

Il y a lieu de retenir au vu des développements qui précèdent et, en particulier, de ce que seule la décision du directeur du 25 janvier 2011, répertoriée sous le numéro C16352 du rôle est jointe à la requête introductive d'instance et que nonobstant une présentation et une formulation malencontreuse de sa requête, le demandeur n'a entendu diriger son recours que contre ladite décision, de sorte à ce qu'il y a lieu d'écarter le

moyen d' *obscuri libelli* soulevé par le délégué du gouvernement pour ne pas être fondé, ce dernier n'ayant pas pu se méprendre sur l'objet du recours.

Quant au moyen d'irrecevabilité du délégué du gouvernement tiré de l'absence d'indication de la nature du recours, la requête introductive d'instance ne spécifiant pas si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision déférée, il y a lieu d'admettre, d'après les données de l'espèce, que le demandeur a entendu introduire le recours admis par la loi.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* » et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur ayant rejeté une demande contestant le paiement d'avances d'impôt. Partant, le moyen afférent est à rejeter pour ne pas être fondé.

Quant au moyen d'irrecevabilité du délégué du gouvernement tiré de l'absence de moyens invoqués par le demandeur à l'appui de sa requête, force est au tribunal de partager l'analyse faite par la partie étatique en ce qu'il ressort de manière non équivoque du corps de la requête que le demandeur s'est borné à exposer sa situation en fait sans pour autant faire valoir des moyens en droit à l'appui de son recours.

En effet, s'il suffit que l'exposé des faits soit sommaire, la requête introductive d'un recours ne doit cependant pas rester muette sur les moyens à l'appui de sa réclamation<sup>1</sup> de sorte à ce qu'il ne saurait être admis que le demandeur puisse libeller une prétention seulement dans son résultat escompté en fait. Afin de pouvoir utilement réformer ou annuler une décision administrative, le tribunal, en tant qu'organe juridictionnel, est appelé à statuer par rapport aux moyens tant en droit qu'en fait qui lui sont soumis par la partie demanderesse mais il ne lui appartient pas en l'absence de moyens concrètement soumis, d'instruire de sa propre initiative une demande qui lui est adressée<sup>2</sup>. Il ne suffit dès lors pas de contester la conclusion d'une décision donnée, en renvoyant en substance le juge administratif au contenu du dossier administratif, mais il appartient au demandeur d'établir que la décision critiquée est non fondée ou illégale pour l'un des motifs énumérés à l'article 2 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif tant en ce qui concerne sa conclusion que sa motivation<sup>3</sup>.

Or, il ressort de manière non équivoque de la requête introductive d'instance que le demandeur se borne à affirmer à l'appui de sa demande tendant à contester la fixation

---

<sup>1</sup> trib. adm. 3 avril 2003, n° 15501 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Procédure contentieuse, n° 361

<sup>2</sup> trib. adm. 12 mai 2008, n° 23366 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Procédure contentieuse, n° 369

<sup>3</sup> trib. adm. 24 mars 2010, n° 26679 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Procédure contentieuse, n° 370

des avances de l'impôt sur le revenu de l'année d'imposition 2010 que l'administration fiscale aurait eu à suffisance connaissance de ce que sa situation financière et économique aurait été tendue (« *Der Steuerverwaltung, d.h. dem Steueramt und der Steuerrichtung, ist es hinreichend bekannt, dass die finanziellen und wirtschaftlichen Verhältnisse des Rekurrenten seit langem angespannt ist* »). Il complète le tableau dressé de sa situation financière en indiquant, d'une part, que certains membres qui auraient fait partie du ménage n'en feraient plus partie actuellement de sorte les allocations antérieurement perçues ne devraient plus être disponibles à l'avenir et, d'autre part, qu'il aurait été prépensionné depuis le 1<sup>er</sup> mai 2011, ce qui aurait justifié sa demande tendant à contester la fixation des avances sur le revenu de l'année d'imposition 2010 (« *Auch durch diese neue Tatsache (vorzeitige Pension) dürfte dieser Rekurs verbunden mit dem erneuten Antrag auf Billigkeitserlaß ausreichend begründet sein* »). Force est au tribunal de constater que le demandeur ne tire cependant aucune conséquence quant aux répercussions que pourraient éventuellement impliquer ces changements sur le montant de son revenu imposable, changements par ailleurs non autrement étayés.

Enfin, il échet de relever que la situation de fait exposée par le demandeur de manière vague et imprécise et qui constitue le seul fondement de son recours n'est, par ailleurs, pas autrement étayée, le demandeur se bornant tout simplement à renvoyer le tribunal aux pièces versées dans le cadre de la procédure non contentieuse (« *Erforderliche Nachweise sind in meiner von der Steuerverwaltung geführten Steuerakte und diese wird – wie üblich – auf Ihre Anforderung hin von der Steuerverwaltung vollständig zur Verfügung gestellt* »).

Force est de constater que l'argumentation retenue dans la phase précontentieuse par le directeur dans la décision déferée selon laquelle, si la fixation des avances de l'impôt pour l'année d'imposition 2010 a été faite sur base de l'imposition de l'année 2006, le demandeur est resté en défaut d'apporter des éléments nouveaux de nature à justifier le calcul d'un autre montant pour les avances d'impôts en l'absence de toute motivation (« *In Erwägung, dass das Steueramt die strittigen Vorauszahlungen auf Grund der Besteuerungen für das Jahr 2006 festgesetzt hat, da diese als letzte vorgenommen wurde ; dass diese Entscheidung nicht zu beanstanden ist, da der Reklamant keine neuen Tatsachen belegt hat, mit denen sich ein anderer Betrag der Vorauszahlungen rechtfertigen würde ; dass insbesondere der Antrag auf eine (vollständige) Aussetzung der Vorauszahlungen nicht begründet wurde* »), ces éléments sont demeurés inchangés dans la phase contentieuse devant le tribunal, le demandeur étant resté en défaut d'apporter des moyens à l'appui de son recours.

Au vu des développements qui précèdent, le recours est à déclarer irrecevable.

#### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président  
Anne Gosset, juge,  
Paul Nourissier, juge

et lu à l'audience publique du 21 mai 2012 par le premier vice-président, en présence du greffier assumé Sabrina Knebler.

s. Sabrina Knebler

s. Carlo Schockweiler

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 22 mai 2012  
Le Greffier assumé du Tribunal administratif